

REVUE DE PRESSE

« La liberté d'information (FOI) ... est inhérente au droit fondamental à la liberté d'expression, tel qu'il est reconnu par la Résolution 59 de l'Assemblée générale des Nations Unies adoptée en 1946, ainsi que par les Articles 19 et 30 de la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948), qui déclarent que le droit fondamental à la liberté d'expression englobe la liberté de « chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit ».

VOICI quelques articles de presse ou de donateurs retenus à votre attention :

1/ Le maire de BEUCAIRE débaptise la rue du 19 Mars 1962 (Source Midi libre)

La décision a été prise en conseil municipal. A la fin du mois, la rue deviendra celle du 5 juillet 1962 en référence au massacre d'ORAN.



Après BEZIERS, c'est donc au tour de BEUCAIRE de débaptiser une rue du 19 Mars 1962, date qui rappelle le cessez le feu en Algérie au lendemain des accords d'Evian. La décision a été prise, mercredi soir, par le conseil municipal. La rue - une petite rue pavillonnaire proche du collège Elsa-Triolet - sera désormais dénommée « rue du 5 juillet 1962 », en mémoire du massacre de centaines de civils européens et musulmans à Oran, un des massacres importants intervenus après le 19 mars.

Un symbole de paix effacée pour l'opposition

Les trois groupes d'opposition ont voté contre cette délibération, qui a provoqué quelques débats animés. « Vous affirmez que la date du 19 mars 1962 est considérée comme une insulte et une offense par de nombreux Français. Mais quels Français ? Les nostalgiques du colonialisme ? Les tortionnaires à la retraite ? Les tueurs de l'OAS ? », a demandé Rose-Marie CARDONA (opposition de gauche) qui ajoute : « Vous prétextez que des événements tragiques, abominables en effet, furent commis encore en Algérie après le 19 mars. Mais comment imaginer qu'une guerre affreuse, qui a duré plusieurs années, puisse s'arrêter du jour au lendemain ? Vous effacez un symbole de paix ! »

La rue du 5 juillet 1962 baptisée le 29 novembre

Pour un autre groupe d'opposition, Hélène DEYDIER, ne « nie pas les souffrances ressenties » mais souligne que « la date du 19 mars 1962, qu'elle soit juste ou injuste, a été officiellement reconnue par les instances de l'Etat. » Quant à Christophe ANDRE, chef de file du troisième groupe d'opposition, il a déploré que la municipalité « fasse du buzz avec ce sujet, en pleine période électorale ».

« Je pense que tous ceux qui ont souffert après le 19 mars 1962 ont trouvé le choix inapproprié car elle ne reconnaît pas leur souffrance » a rétorqué le maire Julien SANCHEZ.

La pose de la nouvelle plaque sera effectuée le 29 novembre au matin au cours d'un pèlerinage de Santa Cruz auquel le maire convie la population. De son côté, l'opposition de gauche a appelé les élus et tous les Beaucairois à se mobiliser sans tarder pour faire échouer « ce mauvais coup ».



Julien SANCHEZ (fils et petit fils de pieds-noirs), maire de BEUCAIRE

NDLR : [...Julien SANCHEZ l'avait annoncé le 20 mars dernier, pendant les municipales : en cas d'élection, la « *rue du 19 mars 1962* » n'existerait plus dans « *sa* » ville. Le maire de BEUCAIRE disait vouloir « *laver l'affront* » de cette « *date polémique* », imposée par le gouvernement. Pour justifier sa position, il mettait en avant son histoire personnelle : fils et petit-fils de pieds noirs, Julien SANCHEZ n'a jamais oublié « *ces moments* ». Son interprétation historique est celle-ci : la Guerre d'Algérie ne s'arrête aucunement au 19 mars. Le maire de BEUCAIRE veut dire aux Français qui ont souffert là-bas, les harkis, les pieds noirs - ces hommes qui ont subi un « *vrai crime contre l'humanité* » (sic) - qu'il ne les oublie pas. Le fait d'avoir une « *rue du 19 mars 1962* » peut être « *considéré comme une insulte pour tous ceux qui son morts après. On a eu le massacre de la rue d'Isly à Alger le 26 mars, mais aussi le massacre d'Oran* »].

Texte issu : <http://ldh-toulon.net/Beucaire-debaptisation-d-une-rue.html>

2/ COMMUNIQUE DE PRESSE

- Source Alain ALGUDO -

Le Comité **VERITAS** est heureux d'inviter tous ses adhérents, amis et soutiens qui pourrons s'y rendre à assister, le 29 novembre prochain, à BEUCAIRE, au retrait de la plaque infamante « *rue du 19 mars 1962* ».

La petite rue pavillonnaire proche du collège Elsa-Triolet sera désormais dénommée « **rue du 5 juillet 1962** », en mémoire des milliers de victimes européennes et musulmanes des massacres perpétrés à ORAN et dans toute l'ORANIE le 5 juillet 1962, alors que les troupes françaises étaient cantonnées dans leurs casernes avec interdiction d'intervenir selon l'ordre criminel donné par le Président de la République Française et exécuté par le général KATZ.

En juin 2015, avant cette date fatidique du 5 juillet, le Comité VERITAS a adressé à tous les gouvernants et responsables politiques de notre pays une lettre demandant la reconnaissance de ces massacres. Nous n'avons reçu qu'une seule réponse émanant de Monsieur Claude BARTOLONE, Président de l'Assemblée Nationale. Et cette réponse contenait une vérité de taille, une vérité enfin reconnue par le quatrième personnage de la Nation qui nous a écrit :



Rabah KHELIF (1933/2003)

https://fr.wikipedia.org/wiki/Rabah_Kheliff

« Les nombreux témoignages, leur nature, et le récit du Commandant **KHELIF**, donnent **UNE IDEE PRECISE DE LA TERRIBLE REALITE DE CES TRAGIQUES JOURNEES** ». Le quatrième personnage de l'Etat Français ayant ainsi reconnu la terrible réalité du massacre de tant de Français, nous pensons qu'il ne pourra qu'approuver la décision du Maire de BEUCAIRE, Monsieur Julien SANCHEZ, en faveur de la vérité historique.

NDLR : Le 5 juillet 1962 à Oran, Rabah KHELIF a été le seul officier français à enfreindre les ordres du général KATZ et fit face à l'ALN avec sa compagnie arrachant des centaines d'Européens et de Musulmans à la mort.



Un boulanger poignardé dans son magasin à Oran - Source : <http://tenes.info/galerie/5JUILLET1962B>

3/ Comment est-on arrivé à de telles atrocités ?

Il est utile, à ce stade, de rappeler quelques faits et pour cela le journaliste de l'époque de *l'Echo d'Oran*, Léo PALACCIO, avait écrit :

« Le vendredi 23 mars 1962, le général Charles de GAULLE, président de la République française, écrit à son premier ministre, Michel DEBRE, une brève missive :

« Mon cher premier ministre,

« Tout doit être fait sur-le-champ pour briser et châtier l'action criminelle des bandes terroristes d'ALGER et d'ORAN. Pour cela, j'ai, sachez-le, entièrement confiance dans le gouvernement, dans le haut-commissaire de la République et dans les forces de l'ordre. Veuillez le dire aux intéressés.

Bien cordialement,

CHARLES DE GAULLE ».



Charles de GAULLE (1890/1970)

https://fr.wikipedia.org/wiki/Charles_de_Gaulle



Michel DEBRE (1912/1996)

https://fr.wikipedia.org/wiki/Michel_Debr%C3%A9

Autrement dit, il ne s'agit plus, pour l'armée, de combattre les terroristes du FLN, ou les katibas de l'ALN. Pour Christian FOUCHET, haut-commissaire en Algérie, comme pour le général AILLERET, commandant supérieur, les seuls terroristes désormais sont les membres de l'OAS et leur support naturel, la quasi-totalité des pieds-noirs.



Christian FOUCHET (1911/1974)



Tract du Haut Commissaire FOUCHET,

https://fr.wikipedia.org/wiki/Christian_Fouchet

<http://tenes.info/galerie/5JUILLET1962B>

NDLR : C. FOUCHET, le 28 octobre 1969, a livré ce témoignage : [... J'en ai voulu au Général de m'avoir limogé au lendemain de mai 1968. C'était une faute politique. De GAULLE m'a reproché de ne pas avoir maintenu l'ordre en mai 1968. « Vous n'avez pas osé tirer » m'a-t-il dit. « J'aurai osé s'il l'avait fallu » lui ai-je répondu. « Souvenez-vous de l'Algérie et de la rue d'Isly. Là, j'ai osé et je ne le regrette pas parce qu'il fallait montrer que l'armée n'était pas complice de la population algéroise ». Source : Jean MAURIAC *L'après de Gaulle* - notes confidentielles 1969/1989, p. 41...]



C'est vrai ils ont tiré...le 26 mars 1962 à ALGER

L'agonie de l'Algérie française va commencer avec le siège de BAB-EL-OUED et la fusillade de la rue d'ISLY pour se terminer par la tuerie du 5 juillet dans les rues d'ORAN. Mais, pendant quatre ans, celui qui avait lancé l'appel du 18 juin 1940 pour « l'honneur et la patrie », le chef de la France libre, l'homme « providentiel » du 13 mai 1958, n'avait cessé, dans ses appels au pays, d'affirmer :

-« Il n'y a dans toute l'Algérie que de Français à part entière... Vive l'Algérie Française !... »

-« La France est ici pour toujours...Vive ORAN, ville que j'aime et que je salue, bonne terre française !...

-« C'en est fini du DIEN BIEN PHU diplomatique...Le FLN va mourir et l'Algérie sera définitivement française...

-« Le FLN veut l'indépendance, c'est-à-dire la sécession, mais cette solution n'est plus viable pour l'Algérie. Il y a ici plus d'un million de Français de souche européenne et des musulmans qui veulent rester avec la France...

-« L'Algérie a besoin de la France... La France doit rester en Algérie...

-« Les gens du FLN voudraient que je leur passe la main en Algérie. Cela, je ne le ferai jamais. De mon vivant, jamais le drapeau vert et blanc ne flottera sur l'Algérie... »

Comment les populations françaises d'Algérie auraient-elles pu ne pas croire à ces serments ? Cependant, en France, au printemps de 1962, ces promesses solennelles sont oubliées et, au contraire, ce sont les « gens du couteau au vestiaire » qui deviennent les interlocuteurs et les signataires des accords d'EVIAN.



Désormais, les « terroristes » à châtier d'une manière exemplaire sont les **pieds-noirs victimes d'une responsabilité collective**. Cette politique gouvernementale va faire basculer l'ensemble de la population européenne dans le camp de l'OAS, ce qui provoquera le ratissage et le bouclage systématique des quartiers populaires. Pour l'armée et la gendarmerie mobile, l'ennemi n'est plus la Casbah, il est à BAB EL OUED, ce quartier d'ALGER-la-Blanche qui votait toujours « rouge ».

Il en sera de même à ORAN, où l'Organisation Armée Secrète a réussi à contrôler l'ensemble de la communauté européenne qui compte 220 000 âmes. Depuis le début de l'année 1962, la capitale de l'Ouest algérien n'a plus d'IGAME. Le dernier inspecteur général de l'administration en mission extraordinaire, ANDRIEU, ayant quitté son poste dans des conditions alors mal connues, le gouvernement ne lui a jamais désigné de successeur. Le maire, FOUQUES-DUPARC, a abandonné sa ville depuis longtemps. Les pouvoirs civils sont concentrés dans les mains du préfet de police, DENIZOT, qui a dû évacuer sa « forteresse » de la Place KLEBER où il ne se sent plus en sécurité, pour installer son PC dans les casemates inexpugnables de la base de MERS-EL-KEBIR. Ses adjoints siègent dans les bâtiments de la vieille préfecture, dans les bas quartiers, devenue un camp retranché où même les officiers supérieurs qui s'y rendent en missions officielles sont souvent fouillés « à corps » par les CRS avant d'être admis dans les bureaux. Car, à plusieurs reprises, le plastic a fait sauter les bureaux de la préfecture de police.

Avec quelles complicités ? La même question se pose pour les attentats perpétrés à l'intérieur du Château-Neuf, siège du corps d'armée, auquel les employés civils n'ont plus accès depuis longtemps.

Pourtant les autorités civiles et militaires disposent de nombreuses forces pour le maintien de l'ordre. Zouaves, artilleurs, fantassins de marine montent la garde à la lisière des quartiers européen, israélite et musulman, à l'abri de leurs réseaux barbelés. Les CRS effectuent des patrouilles, contrôlent le siège des administrations, surveillent les abords des établissements scolaires. Les « barbouzes », qui n'ont pas « d'existence officielle », ont leur QG dans une classe de solfège du lycée de jeunes filles à MIRAMAR.

Mais les gendarmes mobiles comptent dans leurs rangs un certain nombre de pieds-noirs. Il faudra faire venir en renfort des gendarmes de la métropole. Ils deviendront vite odieux au moment des grandes perquisitions au cours desquelles des appartements seront saccagés. Quant à la police d'Etat, elle est, dans sa grande majorité, aux ordres de l'OAS, car son recrutement est local.

C'est dans cette atmosphère de guerre civile et subversive que les Européens, conscients de la volonté de PARIS de donner l'Algérie au FLN, vont se préparer à faire à ORAN, flanqué de la base navale de MERS-EL-KEBIR et des bases aériennes de LA SENIA et de LARTIGUE-TAFARAOUI, un réduit qui resterait français. Les résultats du référendum d'avril 1962, la mise en place d'un exécutif provisoire à ROCHER NOIR, le remplacement progressif des forces françaises par une force locale firent comprendre, même aux plus irréductibles, que tout espoir devait être abandonné.

Mais un dernier carré va rester sur place jusqu'à la dernière heure. Les « desperados » de l'OAS se sont groupés autour du général GARDY. Cet ancien saint-cyrien a, en face de lui, le général KATZ, sorti du rang, qui s'est juré d'avoir la peau des pieds-noirs. Chef de la place d'ORAN jusqu'à la proclamation de l'indépendance, il donne la consigne de tirer à vue sur tout Européen qui aurait l'audace de paraître sur une terrasse ou un balcon lors d'un bouclage. Une des premières victimes sera la petite DUBITON (dont le père, employé municipal, était tombé sous les balles d'un terroriste du FLN) qui aura les deux jambes sectionnées par une rafale de mitrailleuse la veille de sa première communion.



Joseph KATZ (1907/2001)



La longue attente d'un bateau ou d'un avion...

https://fr.wikipedia.org/wiki/Joseph_Katz

Désormais, les quais du port comme l'aéroport de LA SENIA sont envahis par une foule désespérée qui tente de gagner la France, misérable marée humaine chargée de ballots de linge et de pauvres valises en carton.

Mais le massacre du 5 juillet dans les rues d'ORAN va vite aboutir à une tragique diaspora.

Ce matin-là, premier jour de l'Algérie nouvelle, sept katibas de l'ALN (compagnie - particulière de l'Armée de Libération Nationale) avaient défilé dans les rues de la ville. Les représentants officiels de la France étaient partis et le GPRA n'avait pas encore désigné leurs remplaçants. Soudain une fusillade éclate. Plus tard, les autorités algériennes devront reconnaître qu'elle a été déclenchée par des « éléments irresponsables ».



C'est alors qu'une vague de folie part des faubourgs musulmans pour déferler sur les quartiers européens. Hommes, femmes, enfants, vieillards sont indistinctement abattus à coups de mitrailleuse ou au couteau. Les blessés sont égorgés jusque sous les yeux des sentinelles françaises qui montent la garde, boulevard JOFFRE, devant le service social de l'armée. Ces militaires obéissent à la consigne donnée par le général KATZ de n'intervenir sous aucun prétexte.

Au lendemain de ce « massacre des innocents », les seules paroles de regrets ne seront pas prononcées par un représentant de la France, mais par le nouveau préfet de la wilaya, SAÏAH Abdelkader, qui donnera l'ordre d'arrêter les meneurs, les fera présenter aux envoyés spéciaux de la presse internationale. La plupart des victimes seront retrouvées pendues aux crochets des abattoirs de la ville. D'autres furent jetés à la décharge publique du Petit-Lac. Ce fut alors le grand départ et le début du lamentable exode qui allait éparpiller aux quatre coins du monde près d'un million et demi de Français d'Algérie... ».



NDLR : Presque personne ne conteste maintenant l'horreur raciale du 5 juillet 1962 à ORAN, malgré les dénégations antérieures quant au nombre des morts ou des disparus.

Malheureusement, encore de nos jours, certains mettent en cause l'action exclusive de l'OAS, active depuis la fin du putsch en avril 1961, et disparue d'ORAN depuis le 26 juin 1962, en occultant :

- les tueries du FLN depuis le 1^{er} novembre 1954 [Mohamed HARBI dans son ouvrage *Le FLN, mirage et réalités, des origines à la prise de pouvoir (1980)* écrit : « Le FLN, a intégré la religion à son système d'autorité. Ses conceptions sur la guerre comme le jihad, sa tendance à voir dans l'opposition une déviation et une hérésie, son évaluation de la représentativité à partir du consensus, son approche du problème des minorités, enfin sa pratique de l'épuration comme élimination de l'impur, sont toutes empruntées à la tradition ». Les enlevés ont quelquefois fini égorgés suivant la plus pure tradition djihadiste].
- les déclarations et promesses du président de la République dont nous avons rappelé quelques citations ;
- les scissions internes : GPRA - FLN - ALN et Wilayas - Clan d'OUIDA eu égard à la lutte pour le pouvoir en Algérie, devenue indépendante, dont c'était la priorité absolue ;
- les Français d'ORAN étaient opportunément devenus les « objets malheureux » de leurs dissensions ou de leur stratégie d'épuration ethnique.

Le 5 juillet 1962 eut lieu l'indicible pogrom où périrent entre 700 à 900 de nos compatriotes (selon diverses sources) dans la seule ville d'ORAN malgré la présence de 18 000 soldats français, restés sur Ordre « l'arme au pied dans les casernes ». C'est un fait historique, unique dans toute l'histoire de France ; tout comme le 19 mars 1962 n'a jamais été la fin de la guerre d'Algérie comme quelques hémiplogiques osent l'affirmer ou l'écrire sur des plaques commémoratives et cela en violation des lois actuelles de notre République.

Au demeurant le Collectif national « *Non au 19 mars* », avec son Président Hervé CUESTA, y veille tout particulièrement.



La chasse au faciès est lancée...

Voici le récit de quelques-uns des rescapés du 5 juillet recueilli par la Dépêche *Le Méridional* :

« C'était le carnage aveugle et cruel, accompagné de scènes de pillages immondes. Chacun a tenté de gagner le port comme il a pu et chacun au risque de sa vie pour prendre d'assaut des cargos ou des paquebots battant pavillon tricolore. Même sur le court chemin de la délivrance, la

mort fauchait des innocents.

Le cargo Amalthée est arrivé avec 127 passagers affolés, sans ressources, tremblant encore au souvenir des scènes d'horreur qu'ils avaient vécues.

Le paquebot Sidi-Ferruch est arrivé avec 1 100 personnes parmi lesquelles des blessés, des femmes et des hommes portant des traces de coups et de tortures. Une femme a montré la cicatrice laissée à son bras par la « succion buccale » de son sang opérée à même la chair, après blessure faite dans un ignoble martyre. Pendant ce temps, son mari était froidement mis à mort.

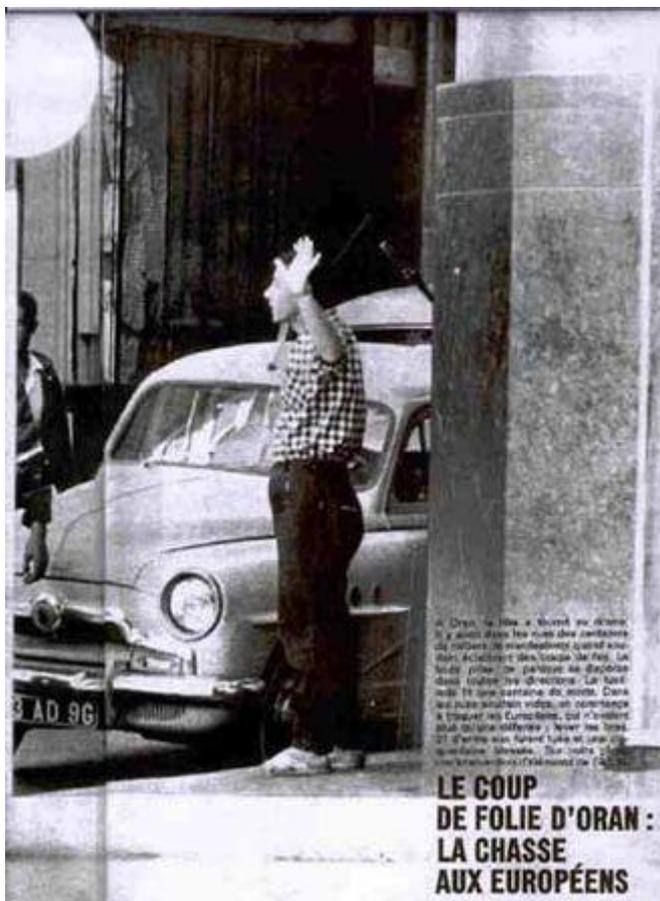
Un brave homme, accompagné de sa fille, a raconté l'horrible adieu qu'il a dû faire à son foyer et à son épouse. Cette malheureuse a été abattue et il a fallu que le mari et l'enfant partent sans s'approcher du cadavre étendu sur le trottoir. Et, suprême raffinement de cruauté, la fille a été dépouillée de son sac et de ses effets au moment où elle était autorisée à s'éloigner.

Des jeunes gens montraient les blessures qu'ils s'étaient faites en sautant des fenêtres pour échapper aux brutes sanguinaires, et ils confirmaient que, dans l'après-midi, les détails concordants, on dénombrait des centaines de morts et de blessés européens.

C'est avec le cœur meurtri qu'on entend un officier parler en ces termes : Quand nos soldats le peuvent, ils donnent abri aux victimes pourchassées. Mais n'ayant pas l'ordre de tirer et de s'opposer par les armes aux attaques du FLN ou de l'ALN, ils demeurent impuissants, accablés, la rage au cœur, même lorsqu'on leur crie : « Français, sauvez-nous ! ».



Un communiqué du docteur Mustapha NAÏT a fait état de 933 morts et de 163 blessés graves, mais les inhumations faites à la hâte témoignent hélas, d'un bilan beaucoup plus sombre... Qui a commis cet horrible massacre ?



-Première hypothèse, cette tuerie a été spontanée, c'est une foule algérienne déchainée qui a fait une sorte de pogrom pour se venger des exactions de l'OAS quelques semaines auparavant.

-Deuxième explication donnée par le politologue Bruno ETIENNE, disparu il y a quelques années. Il met en cause une Katiba venue du Maroc, et hostile au gouvernement du GPRA qui venait de s'installer à Alger ; il se serait agi somme toute de saboter les *modérés* et surtout les Accords d'EVIAN.

-Troisième explication, ce fut décidé par le commandement local du FLN à Oran, mené par les partisans de BEN BELLA qui devait très vite renverser Benyoucef BEN KHEDDA à la tête du pays.

-Quatrième explication, de toute façon c'était le dernier acte d'un plan prévu très longtemps à l'avance par le FLN et qui, malgré sa propagande, ne voulait absolument pas d'une Algérie multiethnique après l'indépendance.

En conclusion il est utile de rappeler aussi les écrits de l'historien Guy PERVILLE : « *En dépit des dénégations, les faits portent à croire que l'expulsion des pieds-noirs et l'expropriation de leurs biens comme « butin de guerre » fut le principal but inavoué de la révolution algérienne (analysant le propos de Ahmed BEN-BELLA reconnaissant qu'il ne pouvait concevoir une Algérie avec 1.500.000 pieds-noirs et celui de BEN KHEDDA qui avait réussi à déloger du territoire national, un million d'Européens Seigneurs du pays)* ». Veut-on chasser les infidèles de la terre musulmane, chasser les colons Seigneurs du pays et s'approprier leurs biens ? Pourtant nombre pieds noirs sont des gens de condition modeste, dont la famille d'Albert CAMUS en est un parfait exemple. On ne semble pas, en tout cas, souhaiter une cohabitation pacifique entre les deux communautés, alors que les accords d'Evian encourageaient à la réconciliation. Le résultat est là : en septembre 1962 il ne reste plus que 150.000 Européens, les autres ont fui, contraints à ce funeste choix : la valise ou le cercueil.... ! ».

L'accueil en France a été chaleureux :



De tout ce qui précède commémorer le 19 mars, date des Accords d'EVIAN où les pieds noirs n'étaient même pas représentés, c'est la négation de tous les meurtres et assassinats postérieurs à cette date qui sont incontestablement supérieurs à toute la durée de la guerre d'Algérie.

Au contraire du 17 octobre 1961 à PARIS, la France n'a jamais voulu reconnaître sa responsabilité à ORAN, alors que c'est, sur un temps très court, le plus grand massacre de la guerre d'Algérie et où les populations devaient bénéficier des garanties des Accords d'EVIAN.



Commémoration pour le 17 octobre 1961 à PARIS ! [et le 5 juillet 1962 à ORAN ?]

■ ■ Enfin, pour la première fois, une rue du « **5 juillet 1962** » honorera la mémoire d'un millier d'innocents (et peut-être plus) jusque là « oubliés » ■ ■

NDLR : Jean Jacques JORDI précise dans son livre *Un silence d'Etat* (SOTECA) qu'une centaine de Musulmans furent assassinés le 5 juillet 1962 à ORAN. Cette révélation nous permet de penser que l'action meurtrière de cette lugubre journée était bien préméditée ou alors le hasard bien complice...

Le manichéisme déplorable de certains de nos opposants promet, dès lors qu'une manifestation mémorielle est entreprise en notre faveur, tous les poncifs éculés, ainsi que les anathèmes basiques : « Récupération, FN et enfants de Vichy, OAS et rancunes issues de la guerre d'Algérie, etc... ». Tout cela pour ternir une intention démocratiquement affirmée au moment des élections municipales de BEAUCAIRE.

Que des familles de disparus souffrent depuis plus de 50 ans de cet état de fait, semble être une conclusion acceptée, presque banale et surtout elles ne doivent bénéficier d'aucune reconnaissance, en France, par crainte de raviver la guerre des mémoires en...Algérie. Curieux paradoxe lorsque l'on connaît l'instrumentalisation des masses du pouvoir algérien à des moments bien précis : les élections !

Les commémorations du 17 octobre 1961 dont il est utile de préciser que le FLN (ennemi d'alors), pour affirmer son exclusive représentativité, avait obligé les algériens de la région parisienne, sous peine de mort, à manifester dans les rues de PARIS son opposition au boycott d'un couvre-feu imposé aux Nord-africains. Il y eut des blessés et des morts mais le bilan est toujours controversé.

En 2012, à l'occasion du 51^e anniversaire de la manifestation, le président français François HOLLANDE « reconnaît avec lucidité », au nom de la République, la « sanglante répression » au cours de laquelle ont été tués « des Algériens qui manifestaient pour le droit à l'indépendance ». Le 5 juillet 1962 d'ORAN est toujours oublié...

« Honni soit celui qui mal y pense » de récupérer un électorat bien ciblé : http://www.lavie.fr/actualite/93-des-musulmans-ont-vote-pour-francois-hollande-07-05-2012-27212_3.php

4/ « Les hommes font l'histoire, mais ils ne savent pas l'histoire qu'ils font »

Extrait [...L'Exécutif provisoire, du 19 mars jusqu'au 15 octobre 1962, a exercé dans des conditions de tensions extraordinaires. En dépit du contexte de violences, des nationalistes algériens, des Européens et des juifs d'Algérie « libéraux » ont travaillé ensemble pour construire les bases du jeune Etat indépendant.

Cela a été possible parce que la trajectoire sociale de ces hommes est celle de l'entre-deux. Il y a, d'une part, les Centralistes surreprésentés au sein de l'Exécutif - spécialistes de la médiation selon le mot de Fanny Colonna - qui sont sur le métier politique depuis les années 1950.



Aïssa KADRI. Sociologue et chercheur en histoire

Il y a, d'autre part, les libéraux, autre courant minoritaire, ceux qui se situaient dans le « no man's land » des deux armées, selon le mot d'Albert CAMUS, et dont les idées et les pratiques relevaient plus d'une sensibilité que d'une doctrine. C'est dans la conjonction de ces courants, minoritaires et dominés, que certaines avancées purent être réalisées, mais le rapport de force était ailleurs...

Cliquez SVP sur ce lien pour lire l'intégralité : http://www.elwatan.com/hebdo/magazine/les-hommes-font-l-histoire-mais-ils-ne-savent-pas-l-histoire-qu-ils-font-05-11-2015-306892_265.php

NDLR : Article de presse intéressant et modéré qui met en lumière des aspects méconnus de notre histoire commune d'alors ; rappelant aussi des collaborations métropolitaines à l'égard du FL N ou du MNA.

5/ Une Algérie incroyablement sale : l'autre peuple plastic - Auteur Kamel DAOUD - (Transmis par M. P. ANGLADE)

Source : <http://www.lequotidien-oran.com/?news=5201933>

Quelque chose de triste qui vous prend au ventre, vous met l'encre de la colère dans les yeux. D'insultant. De terrible comme révélation sur les siens face à leur terre : des milliers de bouteilles d'eau minérale, emportées par les vents, roulant sur l'asphalte. Des sachets bleus, de la saleté, des détritrus. Une terrible saleté sur les plages algériennes, contrastant avec le bleu infini, le sable et les youyous de l'Indépendance. Pas la saleté habituelle qui dure depuis des ans, mais quelque chose de plus ample, grave. On ne sait pas quoi écrire sur le phénomène : le regarder, en souffrir et s'interroger : pourquoi les Algériens, en majorité, sont-ils sales ? Le dire blesse l'image édulcorée que l'on se fait de soi et des siens au « nom du peuple » et de la fiction. Mais c'est ainsi : nous sommes sales. Encore plus depuis que l'argent gratuit a libéré les excès de consommation. On vend du pétrole, on achète, on dévore puis on baisse la vitre de la voiture pour jeter ses déchets, ses emballages et ses sachets dans le « Dehors ». Cet espace de personne, de la prédation, de la poubelle, de la vacance, du butin ou de l'abandon. Comparé au « Dedans algérien » : lieu des soi et des siens, de l'intime, du sentiment de propriété, du beau ou de la convivialité.

De mémoire du chroniqueur, jamais les spectacles de la saleté n'ont été aussi énormes, catastrophiques. Comme s'il s'agit d'une volonté conscience de faire mal à la terre, de se venger. Expression sinistre de la mort de l'âme et de la complète débilité de la majorité. Lien brisé et méprisant envers l'environnement. Fallait-il libérer ce pays avec du sang pour, au final, le noyer dans la saleté ? Pourquoi cette absolue inconscience ? L'Ecole ? La Religion ? Le rejet de toute autorité ? Le lien maladif entre l'Algérien et l'Administration assimilée à une autorité exogène ? La certitude que l'on va aller au paradis et que ce pays n'est qu'une salle d'attente ? La surconsommation ? La négligence de l'autorité publique ? A la fois, en vrac, en tout. Il y a de tout dans la poubelle de l'âme.

Et face à cette saleté inconcevable, on rêve presque de dictature dure : amende énorme pour la moindre bouteille de plastique jetée. Prison pour le sachet bleu ou la poubelle lancée hors de la poubelle. Il ne faut plus se jouer des sociologies faciles, il faut punir. Le crime est énorme. Il faut sévir et rééduquer les gens aux habitudes de base : se laver les mains, respecter le feu rouge comme s'il s'agissait d'un dieu tricolore, ne pas jeter ses ordures n'importe où et avoir le culte de l'hygiène et de la propreté. Car cela devient honteux et scandaleux ce pays vu par le train, la voiture ou aux bords des eaux ou dans ses espaces publics. Un assassinat de l'espace et de la terre que l'on va laisser aux enfants à venir.



Il en va de l'acte de chacun. Pas comparé aux autres, mais la sphère fermée de la responsabilité individuelle. Il en va aussi de la mission de tous : école, administrations, pouvoirs publics. Il faut sauver au moins ce pays de ses ordures. Car c'est un déluge, un raz de marée, une honte. Après des années de guerre, un millénaire d'attente et tant de sacrifices, en venir à habiter une décharge publique avec un drapeau, est une honte. Car désormais, c'est ceci le pays : des sachets bleus, des décharges, des poubelles éventrées partout, un peuple au trois quart ignare, insouciant de la terre à transmettre, bigot, sale, incivique et intolérant. La civilisation commence par l'hygiène et l'hygiène n'est pas aller se laver les pieds dans les mosquées que l'on construit par milliers, puis jeter ses déchets au visage de la terre rare et malheureuse.

Une honte. De chacun par chacun, de tous. **La terre appartient à ceux qui la respectent. Si on en est incapable, autant la redonner aux colons.**

Des professeurs appellent au secours...



La communauté des enseignants chercheurs et étudiants, engagés dans la protection de leur Jardin botanique, maintiennent leur mobilisation pour sauver leur jardin botanique, menacé de destruction par l'entreprise COSIDER. Cette dernière compte y installer, dans le cadre du projet d'extension de métro, « *de simples baraques de chantier* » selon les dires de COSIDER, ou « *une base logistique* » selon la direction de l'école...

Cliquez SVP sur ce lien pour lire la suite : <http://www.lexpressiondz.com/actualite/227800-des-professeurs-appellent-au-secours.html>

7/ **ZEMMOUR : « Rien ne m'empêchera de continuer à dire ce que je crois ! »**

Exclusif : Boulevard Voltaire a pu se procurer l'intégralité de l'intervention d'Eric ZEMMOUR à la barre.

En 2014, alors qu'il faisait la promotion de son livre *Le Suicide français*, Éric ZEMMOUR avait donné une interview au journal italien *Corriere della Sera*, dans laquelle il affirmait notamment que les musulmans « *ont leur Code civil, c'est le Coran* », qu'ils « *vivent entre eux, dans les périphéries* », si bien que « *les Français ont été obligés de s'en aller* ». Bien entendu, le polémiste a immédiatement été poursuivi pour *provocation à la haine raciale*. Son procès s'est déroulé vendredi dernier. Boulevard Voltaire était présent à l'audience et a pu se procurer l'intégralité de son intervention à la barre, que nous reproduisons ci-dessous. Délibéré attendu le 17 décembre 2015.

« C'était il y a près de cent ans. La Première Guerre mondiale venait de s'achever. Le traité de Versailles avait été signé. Un grand économiste, le plus grand de son temps, l'Anglais John Maynard Keynes, publiait un ouvrage, *Les Conséquences économiques de la paix*, pour expliquer que la France et les vainqueurs avaient été trop durs envers l'Allemagne vaincue, et qu'en particulier celle-ci ne pourrait jamais payer les énormes réparations pécuniaires réclamées. Un grand historien français, journaliste de profession, Jacques BAINVILLE, lui répondit dans un livre intitulé *Les Conséquences politiques de la paix*. Il expliqua au contraire que le traité de Versailles avait été, selon sa célèbre formule qu'on apprenait naguère dans les cours d'histoire, « *trop mou pour ce qu'il avait de dur et trop dur pour ce qu'il avait de mou* ». Mais cet affrontement de points de vue sur le traité de Versailles n'intéresserait plus aujourd'hui que les historiens si, dans son livre, Jacques BAINVILLE n'avait, avec une prescience extraordinaire, annoncé tous les événements qui conduiraient à la guerre, la remilitarisation de la Rhénanie, l'Anschluss avec l'Autriche, le dépeçage de la Tchécoslovaquie, le pacte germano-soviétique et l'attaque de la Pologne, avant celle de la France et de l'Angleterre. ... »

Extrait : [...Quand l'historien Georges BENSOUSSAN dit dans *Le Figaro* : « *Nous sommes en train d'assister en France à l'émergence de deux peuples, au point que certains évoquent des germes de guerre civile* », que dit-il de différent de moi ? Quand il évoque le témoignage de policiers, d'élus, de médecins aux urgences, « *le sentiment que deux peuples sont en train de se former, côte à côte, et qui se regardent souvent avec hostilité, ce sentiment-là est aujourd'hui partagé par beaucoup* », pourquoi lui et tous ces témoins ne sont pas traînés comme moi devant ce tribunal ?

Cliquez SVP sur ce lien pour lire la suite : http://www.bvoltaire.fr/ericzemmour/rien-ne-mempechera-de-continuer-a-dire-crois,218309?utm_source=La+Gazette+de+Boulevard+Voltaire&utm_campaign=aa9d4d68f0-RSS_EMAIL_CAMPAGN&utm_medium=email&utm_term=0_71d6b02183-aa9d4d68f0-22410389&m

BONNE JOURNEE A TOUS

Jean-Claude ROSSO

